

## Recherches sociographiques



### *Idéologies au Canada français, 1940-1976* (sous la direction de Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY)

Nicole Gagnon

Volume 24, numéro 1, 1983

L'entreprise canadienne-française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056020ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056020ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, N. (1983). Compte rendu de [*Idéologies au Canada français, 1940-1976* (sous la direction de Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY)]. *Recherches sociographiques*, 24(1), 126–129.  
<https://doi.org/10.7202/056020ar>

sont moins bilingues que les anglophones et les allophones. Les auteurs soulignent la francisation progressive de certaines régions de la Belle Province et, au chapitre sur l'avenir de la population, ils s'alignent sur la thèse de Lachapelle et Henripin prévoyant la croissance de la proportion de francophones à Montréal. Ils s'abstiennent cependant de mentionner les débats acerbes qui opposèrent, à la fin des années 1970, les démographes québécois sur l'interprétation des tendances démo-linguistiques au Québec.

Les auteurs ont voulu habiller les séries statistiques d'interprétations sociologiques. De ce côté, ils nous laissent sur notre faim. On appréciera certes la place donnée aux écarts de mortalité selon les classes sociales, notamment sur la base de plusieurs recherches québécoises. L'évolution spécifique de la fécondité québécoise n'est cependant guère habillée sociologiquement et l'on regrettera que n'ait pas été mentionné l'article de Gary CALDWELL paru dans le numéro 1 du volume XVII (1976) de *Recherches sociographiques*.

Une vision sociologique, teintée d'esprit critique, aurait été bien utile pour alimenter la réflexion relative aux projections démographiques de l'avenir. Les auteurs se contentent de renvoyer dos à dos les tenants des deux thèses néo-malthusiennes : écologisante et populationniste. La difficulté de concevoir et d'appliquer une politique globale de population les amène à penser, comme nos politiciens, qu'en jouant sur la variable immigration on fera raisonnablement face au défi démographique. Ce défi n'est guère mis en exergue, alors que les auteurs savent pourtant les effets cumulatifs de la dénatalité actuelle, lesquels s'actualiseront même si la fécondité devait se redresser quelque peu d'ici la fin du siècle.

André LUX

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

*Idéologies au Canada français, 1940-1976*, (sous la direction de Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY), Québec, Les presses de l'Université Laval, 1981, 3 vols, 360p., 390p. et 360p. (« Histoire et sociologie de la culture », 12.)

Cette dernière tranche des travaux consacrés aux idéologies au Canada français, entrepris sous la direction de Fernand Dumont et Jean Hamelin, diverge quelque peu des trois précédentes. Chaque volume de la série rassemble tout d'abord des analyses de contenu de journaux et périodiques, réalisées par les étudiants d'un séminaire tenu annuellement à l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, entre 1967 et 1971, et portant successivement sur les périodes 1850-1900, 1900-1930, 1930-1940 et 1940-1960. Ces dossiers, confectionnés à partir d'une grille descriptive standardisée et dans la perspective de « l'empirisme le plus strict » (« Avant-propos » du premier volume), étaient étayés par quelques études plus substantielles ou plus synthétiques, consacrées de préférence à certaines figures types de la période : M<sup>gr</sup> Laflèche, Médéric Lanctôt, Zacharie Lacasse, etc. (volume I); Henri Bourassa et M<sup>gr</sup> Paquet (volume II); Édouard Monpetit et Alfred Charpentier (volume III). On obtenait ainsi, non certes un bilan exhaustif, mais du moins un honnête balisage du panorama idéologique d'une période bien délimitée. (Pour une solide critique des deux premiers volumes, voir : J.-C. FALARDEAU, « Propos sur les idéologies au Québec », *Recherches sociographiques*, XVII, 3, 1976 : 393-402.)

Les responsables de l'ouvrage qui couvre l'époque plus récente ont opté pour un élargissement du paysage. Tout d'abord, on a englobé sous un même espace-temps toute la période 1940-1976. Ensuite, on a étendu le champ des idéologies aux institutions (partis politiques, Église, syndicats) ainsi qu'à la littérature. Ici, on sort du domaine des idéologies proprement dites, qui sont des savoirs politico-praxiques. Pour être cohérent et puisqu'il est question d'« histoire des mentalités »,

il aurait fallu alors aborder aussi les sciences humaines et les nouveaux médias (cinéma, radio, télévision), qui furent des assises clés de l'intelligentsia en émergence au cours de la période. Heureusement, les désistements, nous dit-on, ayant été très nombreux à ce chapitre de la littérature, nous nous retrouvons avec un seul texte, qui a valeur d'introduction générale et qui m'a paru tout à fait suffisant pour mettre en place ce secteur du para-idéologique. Pour mieux cimenter la période considérée, on a préféré le regroupement thématique au découpage chronologique. Les deux introductions habituelles sur l'espace idéologique (DUMONT) et le contexte socio-économique (HAMELIN), complétées par la belle fresque sur l'aliénation dans le roman (ARGUIN), cohabitent donc, selon la formule antérieure, avec les analyses de journaux et périodiques. Le tome suivant porte sur les mouvements sociaux et les syndicats; le dernier, sur les partis politiques et l'Église.

Malgré la suggestion de Blair Neatby à l'effet que « ce type d'ouvrage convienne [peut-être] mieux à l'étude de l'idéologie des individus » (compte rendu du troisième volume dans : *Recherches sociographiques*, XX, 1, 1979 : 131-132), les figures d'intellectuels sont complètement absentes de ce quatrième volume. Et, contrairement à l'intention explicitée dans l'« avant-propos » du premier volume, les « préférences théoriques personnelles » occupent par endroits beaucoup trop de place, tandis que la grille descriptive ne subsiste guère que dans une couple de contributions. Autre différence : l'introduction de Hamelin, axée antérieurement sur la conjoncture économique, est devenue une synthèse d'histoire politique, appuyée toutefois sur une mise en place de la conjoncture. Notons que le même texte, co-signé ici par J.-P. Montminy, a paru peu de temps avant, selon une variante légèrement abrégée et tout juste modifiée en surface, dans la *Brève histoire du Québec*, co-signée cette fois par J. Provencher. (C'est que l'auteur ne publie jamais qu'« en collaboration », affublant chacun de ses écrits d'un coauteur, au besoin et souvent fictif. On me permettra ici de m'étonner de la complaisance des prête-noms, qui semblent mal faire la différence entre une œuvre d'écriture et le texte d'une pétition.)

J'éprouve une énorme difficulté à souscrire à l'enthousiasme auquel nous convie l'« avant-propos ». « Ce quatrième volume [...] marque un réel progrès sur les travaux précédents »... ? On a certes embrassé plus large mais, corrélativement, beaucoup plus mal étreint. La part des contributions plutôt moyennes n'est pas surtout en cause car ces trois tomes contiennent aussi plusieurs bons textes. Mais la conception d'ensemble, à mon sens, est déficiente, dans la mesure où elle tente de concilier deux projets différents. Rappelons que les travaux du séminaire sur les idéologies portaient, en 1970-1971, sur la période 1940-1960. (C'est du moins ce qui ressort des textes d'étudiants présentés dans le premier tome.) L'année suivante, les responsables mettaient sur pied un projet de plus vaste envergure, sur « les mutations culturelles du Québec contemporain », et qui couvrait toute la période 1940-1970. L'inventaire des idéologies ne constituait plus qu'un des cinq volets de ce nouveau programme. Axée sur la culture et les classes sociales, la recherche devait déboucher sur une synthèse de sociologie historique ; ce qui n'a pas été fait. On aurait alors tenté de pallier cet échec en transformant le panorama idéologique des années 1940-1960 en un dossier élargi sur les « mutations idéologiques » du Québec contemporain.

Par suite du changement de perspective, l'espace idéologique des années 1940-1960 est très mal couvert. Esquissant à larges traits la genèse de la Révolution tranquille, Dumont nous donne au passage un fort bref aperçu du champ intellectuel de cette période, pour déboucher sur l'idée d'une « révolution culturelle où une intelligentsia a essayé de *mettre en scène* une révolution sociale ». Il est donc question de rupture et de générations — ce qui contredit la structure même de l'ouvrage — non d'un espace idéologique continu, caractérisé par le « pluralisme » (« Avant-propos ») — notion, écrit Dumont et j'abonde dans son sens, qui a beaucoup vieilli.

Hamelin, pour sa part, introduit une périodisation originale dans le récit de la praxis politique qui sert de fond de scène. Il date de 1956 — 1957 dans le sous-titre — c'est-à-dire du Rapport Tremblay, le début de la Révolution tranquille, à laquelle succéderait, à partir de 1967, la Révolution nationale. Pourquoi ne pas avoir conçu l'ouvrage selon cette périodisation ? Pourquoi

aussi, tant qu'à élargir la perspective d'histoire économique, ne pas avoir axé la synthèse sur l'histoire des idées plutôt que sur l'histoire politique? L'auteur nous avait déjà donné un excellent « aperçu du journalisme québécois d'expression française » des origines à nos jours — qui s'arrêtaient alors à 1964 (*Recherches sociographiques*, VII, 3, 1966); ç'aurait pu servir de point de départ.

Les deux introductions ne fournissent ainsi aucun cadre d'ensemble où situer les contributions qui portent sur l'avant 1960. Qui plus est, les études rassemblées laissent subsister, non pas de simples lacunes, mais de larges trous béants. Le secteur politique est le plus généreusement couvert : Parti communiste canadien, Parti ouvrier-progressiste, Bloc populaire, Parti libéral, Union nationale — sans compter le R.I.N. et le P.Q., pour l'époque plus récente. Le premier texte toutefois est de trop puisqu'il y est à peine question du Canada français et pas du tout des idéologies. Le courant communiste, d'ailleurs, était très suffisamment présenté par l'étude fouillée du Parti ouvrier-progressiste, que complète, dans la section sur les journaux, une analyse de *Combat*. Notons aussi que l'historien du politique a tant à dire sur les événements, les tactiques, les programmes, bref la praxis politique, qu'il est fort mal à l'aise pour aborder son objet dans la perspective spécifique de l'idéologie. L'analyste du Parti québécois l'avoue : nous utilisons souvent le mot idéologie « dans des circonstances où nous devrions parler plutôt de programme ou d'attitude ou d'opinion ». C'est très clair dans le cas du Parti libéral : l'analyste a beau personifier une inutile notion d'idéologie, il ne nous parle en fait que de programmes. Seul le Bloc populaire, d'abord mouvement d'idées et parti à doctrine explicite, s'offrait facilement à une analyse — d'ailleurs fort bien faite — en termes d'idéologie.

Les années 1940 et 1950 sont également surreprésentées dans les études de journaux et périodiques — auxquelles il faudrait ajouter le texte de M. Johnson sur la presse féminine anté-féministe, qu'un regard anachronique a regroupé avec les études sur les mouvements sociaux. *Le Devoir*, *Le Soleil* et *L'Action catholique*; *Combat*, *le Foyer rural* et *Vie française* : c'est tout de même bien peu. Entre la grande presse établie et les périodiques à vocation particulière, n'aurait-on pu loger quelque production spécifique de la période (*Vrai*, *Notre temps*, *Le nouveau Journal*...)? On a aussi retenu un cas très caractéristique d'idéologie éducative : les instituts familiaux de l'abbé Tessier. Le texte sur les coopératives agricoles, par contre, rend mal compte du mouvement coopératif de la période, qui est surtout celle de l'émergence des coopératives de consommation. Aucune des études sur le syndicalisme ne porte sur les années 1940-1960. Rien non plus sur le milieu des affaires. Rien sur l'action catholique. On pourrait objecter ici que A.-J. Bélanger s'est chargé ailleurs d'étudier la J.E.C.; mais on a bien repris *Parti pris*, *Main-mise* et la C.S.D., pour lesquelles il existait déjà de bonnes études de publiées (A.-J. Bélanger, dans *Ruptures et constantes*; M.-F. Moore, dans *Recherches sociographiques*, XIV, 3, 1973; G. Gaudette, dans *Recherches sociographiques*, XVII, 1, 1976), auxquelles les collaborateurs n'ont pas cru utile de faire référence. On aurait pu d'ailleurs se rabattre sur la J.I.C., la J.O.C. ou quelque autre de ces mouvements encore trop mal connus. Sur l'Église, on nous offre un historique de la chrétienté québécoise, qui aurait pu servir d'introduction à des études particulières, mais qui ne nous renseigne guère sur l'idéologie de la chrétienté — sauf peut-être en la mettant en œuvre, mode de présentation qui détonne par rapport au reste de l'ouvrage. Il existait pourtant, enfouie dans quelque classeur de l'I.S.S.H., une analyse fort valable, m'a-t-on dit, de *Relations*, réalisée par un groupe d'étudiants en sociologie, vers 1969. Rien enfin sur la grande intelligentsia, comme si les idéologies ne relevaient pas, au premier chef, de ceux qui apparaissent comme les intellectuels de la société globale. Les générations qui nous suivent se douteront-elles, à travailler ce recueil, que les années 1940-1960 furent celles de l'homme universel, de la contradiction autorité/liberté, de la dialectique pluralisme/convergence, de l'inquiétude religieuse, du risque, du refus global, de l'exil...? Ici tout particulièrement, les portraits d'intellectuels, prêtant un visage concret aux idéologies de la période, auraient été appréciés. Peut-être s'est-on fait scrupule de ce que la majorité de ces intellectuels sont encore bien en vie? De toute façon, j'aurais placé en tête de liste Minville et Laurendeau.

Plutôt que de chercher à compléter le panorama des années 1940 à 1960, les responsables ont sollicité des études diachroniques mettant en évidence les ruptures ou les continuités. Outre les textes sur le roman, l'Église, le Parti libéral et les trois Unions nationales, on trouve ici, dans la section mouvements sociaux : les étudiants, les professions, les loisirs. Le cas des professions, que la réforme des années 1970 est mal parvenue à ébranler, n'est pas particulièrement typique ni du travail de l'idéologie, ni d'un mouvement social. Même chose pour le thème du loisir, idée générale qui ne correspond à aucun groupe de support spécifique, ce qui ajoute à l'hétérogénéité du recueil : aucune autre contribution ne nous parle ainsi, globalement et dans l'abstrait, des « représentations sociales » du politique, du travail, de la religion, de la santé, de la culture ou de la science. Je suis surtout frappée par une lacune majeure : s'il est vrai que la Révolution tranquille débute avec le Rapport Tremblay et si on admet qu'elle a été consacrée dans le Rapport Parent, n'était-ce pas ce dont il fallait avant tout nous entretenir ? D'autant plus qu'il n'existe pas, à ce que je sache, d'étude systématique de ces deux documents.

Une dernière série de textes — dont j'exclus l'étonnant *Aujourd'hui Québec*, qui appartient à la phase de rupture — porte exclusivement sur l'après 1960. *A priori*, la reconstruction historique du champ idéologique de cette période me paraît une entreprise prématurée. L'historien, dont la tâche — comme aime à le rappeler Dumont, citant Febvre — est de « réveiller la Belle-au-bois-dormant », est mal placé pour nous parler du passé trop récent. De fait, la plupart des contributions proviennent ici de sociologues ou de politologues. On n'y retrouve pas pour autant les points de repères d'une cohérence d'ensemble (positions dans le champ discursif, enjeux d'une conjoncture politique, thématique d'un univers culturel ou visages d'une intelligentsia). Les quatre textes sur les syndicats (F.T.Q. et C.S.N., F.N.S.C.Q., C.E.Q., C.S.D.), dus à un même auteur, forment un bloc isolé. *Forum universitaire* est absorbé par une théorie des pratiques discursives, tandis que *Parti pris* et *Main-mise* — qu'on connaissait déjà — sont, qui dissous dans une problématique de la « ligne juste », qui étouffée sous l'orthodoxie doctrinale. L'intelligentsia religieuse (*Communauté chrétienne*) est abordée plus au ras du sens, de même que le R.I.N., déjà passé à l'histoire. Sur le P.Q., par contre, l'historien pouvait-il nous en dire beaucoup plus que ce qu'en sait déjà l'honnête homme d'aujourd'hui ? Quels que puissent être les mérites intrinsèques de ces contributions disparates, il aurait peut-être mieux valu y renoncer pour l'instant.

Un mot sur l'édition. Les P.U.L. nous ont fait grâce des virgules corrigées à la main (volume III) ; les coquilles, par contre, restent visibles au rythme d'environ trois par contribution (notes exclues). On a négligé de corriger certains textes mal écrits, certaines formules incorrectes (« suite à ») ou certaines erreurs de référence (Arès attribuée à Voisine deux longues citations de Hamelin). Le sous-titrage est souvent mal aménagé.

En somme, les trois tomes du dernier volume sur les idéologies au Canada français auraient, à mon avis, beaucoup gagné en cohérence et en intérêt s'ils avaient porté exclusivement sur la période 1940–1965, les deux premiers s'attachant à reconstituer le paysage idéologique des années 1940 et 1950, le troisième retraçant plutôt le processus de rupture qui s'étire jusque vers 1965. Il y aurait eu lieu aussi de mieux soigner le menu. Bien sûr, on n'a pas toujours sous la main un bon scientifique prêt à travailler, sur commande, à n'importe quelle question ; on a donc servi ce qu'on a pu trouver, sans faire le difficile avec le réchauffé, le mal cuit, l'indigeste ou le mal assorti. On aurait pu se montrer plus sélectif si on y avait mis le temps. Au minimum, il aurait fallu prendre la peine de signaler les principaux vides de l'ouvrage, dans un « avant-propos » réflexif plutôt qu'aphoristique, et sans relents de feuillet publicitaire. Prendre la peine aussi, comme dans le premier volume, de compiler la bibliographie indicative qui aurait pu faire de ce recueil un bon instrument de travail. On a voulu sortir une publication ; on n'a pas fait un livre.

Nicole GAGNON

*Département de sociologie,  
Université Laval.*